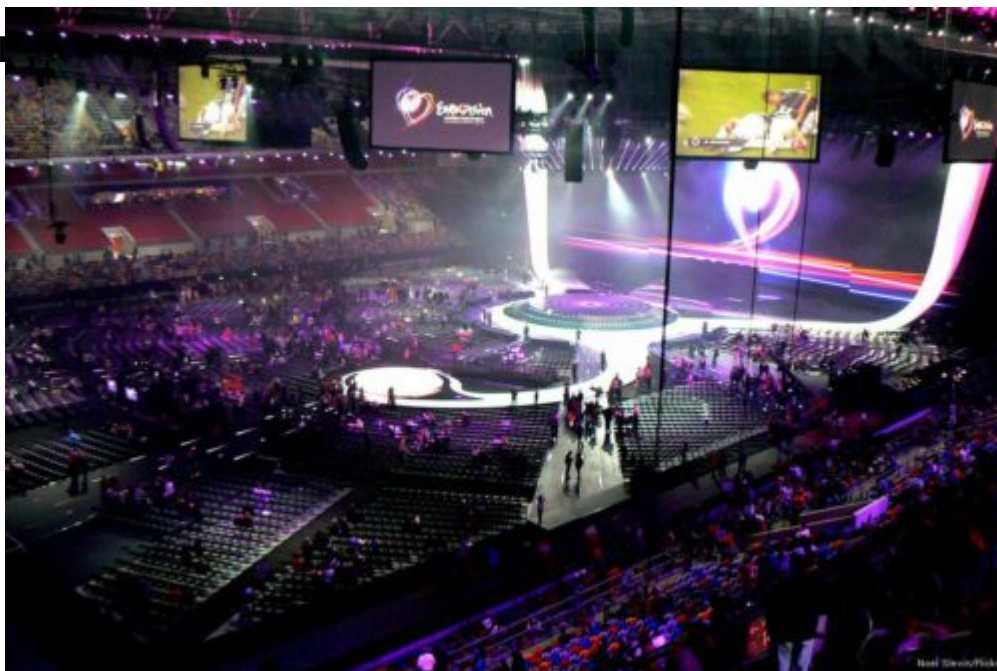




Israël prend une « assurance BDS » pour protéger l'Eurovision



Les gens prennent place alors que le concours de chansons de l'Eurovision commence le 14 mai 2011 à Düsseldorf en Allemagne.[Noel Slevin/Flickr]

Asa Winstanley 17 août 2018

Il n'existe peut-être pas de meilleur baromètre pour mesurer jusqu'où ira Israël pour diffamer, attaquer et saboter le mouvement mondial pour les droits des Palestiniens que son attitude envers BDS

Le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions, souvenez vous, n'est rien de plus qu'une tentative pour tenir Israël pour responsable selon les concepts du droit international et des droits de l'Homme fondamentaux, là où les gouvernements nationaux refusent d'agir depuis des décennies.

BDS appelle à un boycott total d'Israël jusqu'à ce qu'il concède les trois droits fondamentaux des Palestiniens qu'il viole actuellement : la liberté, l'égalité et le retour.

Les Palestiniens de Cisjordanie et de la Bande Gaza (ainsi que les Syriens des Hauteurs du Golan) vivent sous une occupation militaire illégale, qui entre dans sa 52^{ème} année. Les Palestiniens exigent donc la liberté.

Les citoyens palestiniens d'Israël ont bien quelques gages de droits civiques mais n'ont pas l'égalité, avec plus de 65 lois (et décrets) qui les discriminent pour le crime de ne pas être Juifs. Les Palestiniens exigent donc l'égalité.

De plus, les réfugiés palestiniens à travers le monde vivent dans des camps de réfugiés maintenant retranchés, tentaculaires, privés de leur patrie après qu'eux-mêmes et leurs ancêtres aient été expulsés sous la menace des armes par les milices sionistes qui ont fondé l'armée israélienne. A la différence de tout autre conflit dans le monde, ils sont privés de leur droit fondamental (selon le droit international et les simples principes moraux) de retourner dans leur pays. Les Palestiniens exigent donc le droit au retour.

Ces trois exigences sont contenues dans l'Appel BDS de 2005, documents de la fondation du mouvement, qui est adopté par la totalité de la société civile palestinienne.

Les droits de l'Homme selon le droit international ne sont pas des objets d'échange à troquer sous le prétexte d'être « raisonnable » ou « réaliste ». Les droits des Palestiniens, comme les droits de tous les êtres humains, sont donc inaliénables et ne peuvent être dénoncés par n'importe quel quisling ou leader politique de n'importe quelle faction.

Le mouvement BDS tient Israël sur la défensive.

Tout un « ministre » du gouvernement est maintenant entièrement consacré à combattre BDS dans ce qu'il appelle une « guerre ». Utilisant l'euphémisme habituel d'Israël pour un assassinat, le ministre espion d'Israël Yisrael Katz a menacé en 2016 le cofondateur du mouvement BDS Omar Barghouti « de devenir une cible civile ». L'année suivante, Barghouti a été soumis à une interdiction de voyager et a été la victime d'une procédure judiciaire pour « évasion fiscale » monté de toutes pièces.

Ce soi-disant ministre le ministre des Affaires Stratégiques est en réalité devenu une nouvelle branche des agences d'espionnage israéliennes. Il est dirigé par un ancien officier haut gradé du renseignement militaire Sima Vaknin-Gil et la majeure partie de son personnel est issu de diverses agences d'espionnage d'Israël.

Il est engagé non seulement dans la « surveillance du mouvement BDS mondial, mais aussi dans un sabotage actif. Le journaliste Yossi Melman, vétéran du renseignement israélien, a appelé cela « black-ops » (opérations au noir).

La nature mondiale de cette menace signifie qu'Israël est engagé dans une subversion active du terrain étranger, y compris le Royaume Uni, ce qui pourrait bien être en violation des lois locales.

Israël interfère ouvertement dans les systèmes électoraux des Etats Unis et du Royaume Uni à un degré qui éclipse largement tout ce dont la Russie a été accusée, sans parler des preuves de corruption.

La campagne secrète de sabotage se fait sur plusieurs fronts, dont le Parti Travailliste de Jeremy Corbyn, mais la cible principale dans le monde, c'est le mouvement BDS. A la différence des « menaces stratégiques » précédentes envers le système de racisme et d'occupation d'Israël, le ministre des Affaires Stratégiques comprend que BDS n'a pas de direction unique que l'on puisse « décapiter », comme il l'avait fait avec de nombreux dirigeants palestiniens à qui ils soient ou non en lutte armée à qui ils ont assassinés dans le passé.

Il s'est donc alors engagé dans une campagne de sabotage multi-facettes ciblant le mouvement mondial conduit par les Palestiniens.

C'est un symptôme assez drôle de la peur qu'aprouve les planificateurs israéliens face au mouvement BDS que le gouvernement semble avoir souscrit une « assurance BDS » pour protéger le concours de chansons prévu de l'Eurovision qui doit se tenir en Israël l'année prochaine.

En juin, les militants de BDS qui font campagne contre l'Eurovision israélienne ont revendiqué leur première victoire. Ayant manifestement politisé la compétition, la ministre de la Culture d'Israël (et archi-raciste) Miri Regev a été contrainte à une humiliante reculade.

Regev avait insisté pour que l'Eurovision se tienne à Jérusalem ou pas du tout. Elle avait pris cette décision pour essayer d'ajouter du poids à la déclaration illégitime d'Israël selon laquelle Jérusalem serait sa capitale.

Le problème bien sûr, c'est que, malgré le démantèlement fortement controversé de l'ambassade américaine dans cette ville plus tôt cette année, aucun pays européen ne reconnaît la prétention d'Israël et que, pour cette raison, tous maintiennent leur ambassade à Tel Aviv.

La presse israélienne a dit qu'elle avait dû reculer à cause du contre-coup et que Tel Aviv est maintenant considérée comme le rendez-vous pour ce très kitsch pop show. Les militants BDS ont appelé à maintenir la pression jusqu'à ce qu'il soit complètement annulé.

Même si, dans le passé, les propagandistes israéliens ont tenté d'attaler au grand public leur mépris pour BDS et l'ont rejeté comme non pertinent, les temps ont bien changé.

Cette « assurance BDS » montre à quel point BDS est considérée comme une menace sérieuse pour l'occupation israélienne. Le journal de Tel Aviv Haaretz a rapporté cette semaine que la radiodiffusion publique est en négociation avec le ministre des Finances d'Israël sur les termes d'un prêt massif de 13.5 millions \$ pour couvrir les frais d'organisation du concours.

D'après le journal, « le ministre des Finances s'engagerait à couvrir le montant du prêt si, en fin de compte, le concours ne se tient pas en Israël à cause de circonstances atténuantes telles que tremblement de terre, guerre, ou un boycott organisé par BDS, le Mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions ».

Il semble qu'on ne soit pas encore arrivé à un accord sur la formulation finale, mais ce genre d'« assurance BDS » est probablement annonciateur d'événements à venir.

Les points de vue exprimés dans cet article appartiennent à l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la politique éditoriale du Middle East Monitor.

Traduction : J. Ch. pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine
Source : [Middle East Monitor](#)

date crÃ©Ã©e
2018/08/23